

Bulletin du FMI

Initiative multilatérale

Le FMI participe activement aux efforts déployés pour surmonter la crise alimentaire mondiale

Le Bulletin en ligne

Le 13 mai 2008

- Le FMI examinera toutes les demandes d'assistance financière de ses membres
- Le FMI est en contact étroit avec les Nations Unies et d'autres organismes pour élaborer une démarche conjointe
- Le FMI conseille les gouvernements pour les aider à adapter leurs politiques

Le FMI s'inquiète de l'impact, notamment sur les pauvres, du renchérissement des produits alimentaires et énergétiques et suit de très près l'actuelle envolée des cours des produits de base.

L'impact inflationniste des récentes augmentations des prix des produits alimentaires est particulièrement préoccupant dans les économies émergentes et en développement où ces produits représentent une part très importante des dépenses. De fait, ces augmentations sont à l'origine en 2007 de près de 70 % de l'inflation globale dans les économies émergentes.

Mark Plant, Directeur adjoint du Département de l'élaboration et de l'examen des politiques du FMI, fait le point des différents travaux de l'institution sur les prix des produits alimentaires et énergétiques et explique l'orientation qu'ils pourraient donner aux politiques à venir. Il ébauche les grandes lignes de l'action que mènent conjointement le FMI, les Nations Unies et d'autres organismes pour contribuer à amortir l'impact du renchérissement de ces produits.

Le Bulletin en ligne: Il semblerait que la crise a pris le monde par surprise. N'a-t-on pas vu les signes avant-coureurs?

M. Plant: Cela fait un certain temps que l'on observe les symptômes d'un éventuel problème alimentaire. Depuis quelques années, la consommation de produits alimentaires dans le monde est supérieure à la production : les prix ont grimpé et les stocks sont descendus à des niveaux sans précédent. Il ne faut pas non plus oublier que cette fois-ci, il existe une corrélation positive entre le cycle des prix des produits alimentaires et celui du pétrole. Les coûts des engrais et des transports subissent aussi le contrecoup des variations du prix du pétrole et celui-ci s'est envolé en très peu de temps.

Il y a aussi le fait que les marchés alimentaires mondiaux, c'est-à-dire les marchés d'exportation, sont souvent étroits, notamment celui du riz. Dans l'environnement actuel d'incertitude et de turbulences financières où les valeurs refuges telles que les produits de base sont recherchés, cela peut se traduire par des prix extrêmement volatils, avec parfois un ajustement peut-être un peu excessif.

Personne n'aurait pu prévoir que la crise financière, l'engouement pour les produits de base et une hausse du prix du pétrole surviendraient juste au moment où les stocks de produits alimentaires sont au plus bas.

Le Bulletin en ligne : Confrontés à des difficultés, nombre de pays prennent des mesures palliatives immédiates, comme les subventions au riz en Haïti et une interdiction des exportations de produits alimentaires en Guinée. Quelle est la position du FMI à ce sujet ?

M. Plant: Pour commencer, il faut rendre hommage à la plupart des pays pour avoir pris de bonnes mesures—j'entends par bonnes mesures celles qui préservent les incitations à long terme à la production tout en permettant de satisfaire les besoins nutritionnels de la population.

Ensuite, les décideurs doivent faire des choix politiques très épineux qui ont des conséquences macroéconomiques : à quelle vitesse répercuter la hausse des prix des produits alimentaires, comment éviter que ces augmentations ne se traduisent par des anticipations inflationnistes qui ne redescendent plus et par conséquent, comment faire face aux écarts de financement de la balance des paiements (ou du budget).

Jusqu'à présent, nous avons en général recommandé certains principes généraux :

1. la coordination au niveau régional,
2. des mesures bien ciblées et qui limitent les désincitations pour l'offre sur le long terme,
3. des actions axées sur les pauvres.

Autant ces principes peuvent être respectés si l'on subventionne certaines variétés de riz consommées par les pauvres, autant ils ne le sont peut-être pas si l'on subventionne les produits pétroliers. L'élimination des tarifs sur les produits alimentaires clés pourrait aussi convenir, de même que des subventions temporaires aux engrais ou l'élargissement des programmes alimentaires scolaires. De toute évidence, il faudrait que les pays créent un espace dans leur budget pour couvrir les coûts de ces mesures.



Plant: "Les stocks sont descendus à des niveaux sans précédent." (Photo FMI)

Ceci étant dit, nous rappelons aussi aux autorités des pays que certaines politiques peuvent provoquer des distorsions et être inefficaces, comme la généralisation des subventions et le relèvement généralisé des salaires. S'il est nécessaire d'augmenter les salaires, ce sont les revenus les plus faibles qui doivent être ciblés et la hausse doit être financée d'une manière non inflationniste pour éviter une spirale des salaires et des prix.

Qui plus est, les contrôles directs des prix et des exportations peuvent compromettre les réactions à long terme de l'offre, décourager la production alimentaire, être difficiles à appliquer et englober de maigres ressources qui auraient pu être consacrées à d'autres objectifs cruciaux.

Le Bulletin en ligne : Le FMI réussira-t-il à remanier rapidement ses instruments de prêts pour être en mesure de réagir plus vite à cette crise?

M. Plant: Très rapidement. Le Conseil d'administration du FMI s'apprête à revoir la Facilité de protection contre les chocs exogènes (FCE) dès le mois de juin. Cette facilité modifiée offrira un financement plus rapide et efficace en cas de chocs et sa structure sera simplifiée par rapport à la panoplie des instruments de financement destinés aux pays à faible revenu. Mais je tiens à souligner que la FCE est disponible dès à présent si un pays a besoin d'une aide immédiate.

Bulletin du FM en ligne : La FRPC [Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance] est-elle un instrument de choix pour aider les pays frappés par la crise ?

M. Plant: Oui. Les pays qui bénéficient de programmes appuyés par la FRPC peuvent solliciter un relèvement du montant de leur accord s'ils ont des problèmes de balance des paiements. Les départements géographiques du FMI étudient activement avec une quinzaine de pays la possibilité d'une assistance financière pour faire face à l'impact sur la balance des paiements de l'augmentation des prix des produits alimentaires et énergétiques.

Le Bulletin en ligne : Quel est le montant que le FMI pourrait prêter aux pays touchés par le renchérissement de ces denrées alimentaires? Comment pourra-t-on assurer que l'argent ira à ceux qui sont le plus gravement touchés?

M. Plant: Le FMI étudiera toutes les demandes d'assistance financière et les décisions seront prises selon les besoins spécifiques des pays. Par le passé, ces relèvements se sont situés aux environs de 15-20% de la quote-part.

S'agissant de votre seconde question, le FMI offre une assistance à la balance des paiements. Autrement dit, le FMI peut aider à financer les coûts d'importation. Parallèlement, les équipes examineront avec beaucoup de soin les mesures d'urgence mises en place dans les pays pour veiller à bien cibler les plus vulnérables.

Le Bulletin en ligne: Nombre d'organisations de la société civile critiquent les avis que le FMI a dispensés aux pays à faible revenu par le passé, par exemple en recommandant de réduire les subventions aux produits alimentaires et énergétiques sans donner par ailleurs la possibilité de dégager un espace budgétaire qui permettrait aux pays d'accroître ces subventions. Que répondez-vous?

M. Plant: Le FMI est très conscient que la sécurité alimentaire est l'un des principaux objectifs de tout gouvernement. Les politiques qu'il préconise vont dans ce sens.

Comme nous le savons, toute décision d'un gouvernement dépend de ses priorités dans l'affectation des ressources limitées dont il dispose. Dans les pays à faible revenu

notamment, le taux global d'imposition est souvent limité et l'assiette fiscale très réduite. Jusqu'aux récentes augmentations, les prix des produits alimentaires s'étaient maintenus pendant de nombreuses années aux niveaux les plus bas jamais atteints. Le financement des systèmes de santé et d'éducation et de l'infrastructure était alors une plus grande priorité pour la plupart des gouvernements des pays à faible revenu. Mais ces priorités ont maintenant changé—alors que les ressources sont toujours aussi restreintes.

Nos avis ont été axés sur l'élimination des subventions généralisées pour privilégier les transferts ciblés qui profitent aux pauvres.

Il y aura tendance à se tourner d'abord vers les subventions. Mais nous insistons surtout sur l'élimination des subventions généralisées afin de privilégier des transferts ciblés en faveur des pauvres. La plupart des pays ont d'immenses besoins sociaux et économiques et des ressources limitées; il serait choquant de les utiliser pour soutenir la consommation des riches. En même temps, les décideurs doivent veiller à ce que les politiques de subventions ne détruisent pas les incitations à produire à plus long terme. C'est un équilibre difficile à établir et il faut beaucoup de doigté—ce n'est pas simplement une question macroéconomique. Nous nous appuyons sur d'autres institutions, comme la Banque mondiale, pour émettre des avis sur ces questions.

Les programmes appuyés par le FMI sont destinés à créer un espace budgétaire pour les dépenses prioritaires de l'État, sans pour autant compromettre la stabilité macroéconomique à long terme. Dans cette crise alimentaire, nous pouvons aider les autorités à faire preuve de souplesse pour financer les programmes qui sont cruciaux pour continuer à nourrir leurs populations. Il est clair que la communauté internationale devra apporter son concours pour satisfaire ces besoins, mais les pays ne doivent pas perdre de vue la viabilité à long terme de leurs politiques.

***Le Bulletin en ligne* : Comment se déroule la collaboration avec les autres institutions internationales ?**

M. Plant: Le Directeur général a souligné que la crise alimentaire était un problème qui exigeait un effort multilatéral—aucun organisme ou gouvernement n'a, à lui seul, l'expérience ni les ressources nécessaires pour résoudre l'ensemble des problèmes alimentaires à court et à long terme qui sévissent dans le monde.

Le FMI participe activement au déploiement de cet effort international. Le Directeur général siège au Groupe de travail des Nations Unies sur la crise alimentaire mondiale, présidé par le Secrétaire général des Nations Unies, M. Ban-Ki Moon. Les services du FMI appuient ce groupe de travail.

Nous coordonnons nos efforts avec ceux de la Banque mondiale et sommes en contact avec le Programme alimentaire mondial, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ainsi qu'avec d'autres organisations internationales et donateurs bilatéraux. Ces organisations se sont déclarées prêtes à travailler en relation étroite avec le FMI sur les

questions des prix des produits alimentaires car elles feraient appel à l'institution pour estimer l'impact des chocs sur la balance des paiements et le budget.

Tout commentaire sur cet article peut être envoyé à imfsurvey@imf.org

Traduction d'un article paru dans le *Bulletin du FMI* disponible à : www.imf.org/imfsurvey